

Le Conseil de gouvernement du jeudi 08 mars 2012



Le Conseil de gouvernement adopte le projet de loi de finances 2012

Le Conseil de gouvernement, a adopté, lors de sa réunion jeudi, le projet de loi de finances pour l'année 2012, qui tend à réaliser un taux de croissance de 4,2 pour cent et à réduire le déficit budgétaire à 5 pour cent. Il prévoit 93,5 milliards de dirhams pour les salaires.

M. Mustapha El Khalfi, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement a indiqué, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil, que ledit projet prévoit de renforcer le soutien aux programmes de développement social, en consacrant 51 milliards de dirhams à l'enseignement, 12 milliards de dirhams à la santé, 3 milliards de dirhams à l'habitat, 2,6 milliards de dirhams au désenclavement du monde rural, un milliard de dirhams au Fonds de développement rural, 2,3 milliards de dirhams à l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH).

Concernant le Fonds de soutien social, le ministre a indiqué que 2 milliards de dirhams ont été consacrés au programme de généralisation de l'assistance médicale, au soutien des personnes en situation de handicap et aux frais de la déperdition scolaire, précisant qu'il est financé à hauteur de 1,5 pc du bénéfice net des entreprises réalisant des gains de plus de 200 millions de dirhams, ce qui permet de dégager 1,2 milliard de dirhams auxquels s'ajoutent 350 millions de dirhams (caisse d'assurance) et 1,6 pc de la taxe sur les cigarettes.

Il sera également procédé, a-t-il poursuivi, à la mobilisation de 188 milliards de dirhams au profit de l'investissement public, tout en renforçant la rationalisation des dépenses publiques, à travers la réduction de 50 pc des frais d'hébergement et d'hô tels, de réception et de cérémonies officielles, et en mettant en Œuvre les engagements du dialogue social et ceux relatifs à l'emploi.

M. El Khalfi a rappelé que ce projet a tracé les orientations du développement économique et prévu le développement des services sociaux et administratifs et le renforcement de la bonne gouvernance exposés lors de la dernière réunion du Conseil de gouvernement.

Le Conseil de gouvernement adopte sept projets de décret concernant le secteur de la santé

Le Conseil de gouvernement a adopté, lors de sa réunion jeudi, sept projets de décret concernant le secteur de la santé.

M. Mustapha El Khalfi, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement a indiqué, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil, a indiqué que les projets de décret approuvés permettent de concrétiser les engagements du dialogue social avec les acteurs du secteur de la santé, signés en juillet 2011, d'assurer la promotion du niveau des services de santé et d'apporter l'attention nécessaire à l'ensemble des employés de ce secteur vital.

Le premier projet de décret porte sur l'augmentation de 50 pc des indemnités de garde et de service obligatoire des fonctionnaires du ministère de la santé et des employés des centres hospitaliers, ainsi que l'inclusion des professeurs chercheurs et des étudiants résidents des centres hospitaliers parmi les personnels ayant droit à ces indemnités, tout en prévoyant une indemnité de permanence au profit de certains fonctionnaires du ministère de la santé et des centres hospitaliers à raison de 5 dirhams /l'heure dans la limite de 600 dh.

Le deuxième projet de décret tend à régler la situation des infirmiers lauréats des écoles de formation des cadres paramédicales (promotions 1992-1993-1994-1995) avec une ancienneté de deux années, alors que le troisième vise à protéger et à indemniser certaines catégories de fonctionnaires du ministère de la santé des risques professionnels, à travers l'augmentation des montants mensuels des l'indemnité de risque, qui doivent être accordés aux intéressés à partir du 1-er juillet 2011.

Le quatrième projet concerne l'octroi d'un salaire complémentaire aux enseignants chercheurs à la faculté de médecine et de pharmacie et de médecine dentaire, pendant que le cinquième projet porte sur l'amélioration de la situation des étudiants externes, internes et résidents des centres hospitaliers et dans le but d'embaucher les étudiants résidents engagés à travailler au ministère de la santé ou au ministère de l'enseignement supérieur, après la fin de leurs études, et de leur permettre de bénéficier de l'indemnité de garde et du service obligatoire.

Le sixième projet de décret porte création d'une indemnité de responsabilité à la faveur des médecins, chefs des centres de santé urbains et ruraux et des infirmiers, chefs des centres et dispensaires ruraux. Cette indemnité est appliquée à partir du 1-er janvier 2012.

Le septième projet porte amendement du décret du statut de l'ordre des médecins, des pharmaciens et des chirurgiens-dentistes, comme convenu dans l'accord du dialogue social.

Budget-2012: projet de décret pour une session extraordinaire du Parlement le 15 mars

Le conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de décret relatif à la tenue d'une session extraordinaire du Parlement, le 15 mars, pour l'examen et le vote du projet de loi des finances 2012, en conformité avec l'article 66 de la Constitution.

La session sera consacrée, outre le budget-2012, à l'examen du projet de loi organique 02-12 relative à l'application des dispositions des articles 49 et 92 de la Constitution, a précisé le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, lors d'un point de presse.

La loi organique devrait porter essentiellement sur la détermination de la liste des établissements et entreprises publics stratégiques, dont les responsables sont nommés par SM le Roi, sur proposition du chef du gouvernement et à l'initiative du ministre concerné.

Le gouvernement a approuvé le projet de loi des finances qui table sur une croissance de 4,2 pc et un déficit budgétaire ramené à 5 pc, au lieu de 6,1 pc.

"Le Parlement peut être réuni en session extraordinaire, soit par décret, soit à la demande du tiers des membres de la Chambre des représentants ou de la majorité de ceux de la Chambre des conseillers. Les sessions extraordinaires du Parlement se tiennent sur la base d'un ordre du jour déterminé. Lorsque ce dernier est épuisé, la session est close par décret", stipule l'article 66 de la Constitution.

Adoption d'un projet de décret-loi relatif aux élections de la Chambre des conseillers

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi, a adopté un projet de décret-loi portant application de l'article 98 de la loi organique de la Chambre des conseillers relatif à l'élection des collèges devant élire les membres de cette institution.

Le texte stipule la fin du mandat des membres desdits collèges électoraux, composés des représentants des collectivités territoriales, des chambres professionnelles, des organisations professionnelles des employeurs les plus représentatifs et des salariés, a indiqué à la presse le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, au terme de cette réunion.

Un texte réglementaire devra fixer la date de la fin du mandat des membres élus de ces instances, selon le projet de décret.

L'heure légale au Maroc avancée de 60 minutes chaque année entre fin mars et fin septembre

L'heure légale au Maroc sera avancée, chaque année, de 60 minutes entre le dernier dimanche de mars et le dernier dimanche de septembre, à l'exception du mois sacré du ramadan, selon un projet de décret adopté, jeudi, par le Conseil de gouvernement.

Le retour à l'heure légale s'effectuera à 03H00 du dernier dimanche de septembre, précise le projet de décret.

La rationalisation des dépenses publiques sera "globale et profonde"

La rationalisation des dépenses publiques sera "globale et profonde" et n'épargnera aucun ministère , a affirmé, jeudi à Rabat, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi.

Cette mesure est aussi importante que nécessaire en cette période difficile marquée par une hausse à 6,1 pc du déficit budgétaire au titre de l'année dernière, a expliqué M. El Khalfi lors d'un point de presse.

Il s'agit d'un effort volontariste auquel il convient de souscrire dans la perspective de rationaliser les dépenses publiques, a-t-il souligné.

Le projet de loi de finances 2012, adopté jeudi en conseil de gouvernement, prévoit, entre autres, de réduire de 50 pc les frais d'hébergement et d'hôtels, de réception et de cérémonies officielles.

La majorité gouvernementale remplit sa mission dans un climat de "solidarité" et de "collaboration constructive"

La majorité gouvernementale remplit sa mission dans un climat de "dialogue", de "solidarité" et de "collaboration constructive", ce qui a donné des résultats "positifs", a affirmé jeudi le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi.

"Ce climat positif a permis d'atteindre des résultats positifs comme l'adoption d'une série de lois et de projets de loi et de décret", a indiqué M. El Khalfi lors du point de presse qui a suivi le Conseil de gouvernement.

Refusant de parler de "fissure" au sein de la majorité gouvernementale, il a souligné que la liberté d'expression "est garantie pour tous les ministres" et que les positions du gouvernement "sont exprimées de façon officielle".

Concernant les prérogatives des ministres, il a fait savoir qu'un audit est en cours s'agissant des attributions de certains ministères, précisant que les résultats de cet audit seront rendus publics "dans les prochaines jours".